

*L'Économiste et la chose publique*, par JEAN-LUC MIGUÉ. — LES  
PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC, Québec, 1979.

Yvan Stringer

Volume 56, numéro 2, avril–juin 1980

Économies des services de santé

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/600920ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/600920ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Stringer, Y. (1980). Compte rendu de [*L'Économiste et la chose publique*, par JEAN-LUC MIGUÉ. — LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC, Québec, 1979.] *L'Actualité économique*, 56(2), 339–341. <https://doi.org/10.7202/600920ar>

## LES LIVRES

**L'Économiste et la chose publique**, par JEAN-LUC MIGUÉ. — LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC, Québec, 1979.

*L'Économiste et la chose publique* est un recueil d'essais, dont certains ont déjà fait l'objet d'une publication antérieure, dans lesquels l'auteur fait « le procès économique de l'interventionnisme d'Etat » pour reprendre le sous-titre utilisé à l'endos du volume. Ces essais sont regroupés en cinq parties : La rançon de l'abolition des règles du marché, Nationalisme et langues au Canada, L'économie de la politique, L'économie de la bureaucratie publique, Croissance et centralisation du secteur public. Ils s'inscrivent dans la ligne de pensée de la théorie des choix publics, qui applique les méthodes économiques à l'étude des comportements politiques et bureaucratiques et remet ainsi sérieusement en question la théorie normative traditionnelle de l'intervention gouvernementale.

L'approche traditionnelle préconise une intervention gouvernementale lorsque les conditions nécessaires à une allocation optimale des ressources par le marché ne sont pas vérifiées. La faiblesse majeure de cette approche est qu'elle fait complètement abstraction de la réalité que constitue l'appareil gouvernemental. Elle préjuge favorablement de l'efficacité de l'intervention publique en identifiant implicitement le gouvernement à un despote bienveillant et omniscient qui n'a de cesse que lorsque l'optimum social est réalisé. Or en réalité, le gouvernement se compose d'individus qui, pour être des hommes politiques ou bureaucrates, n'en demeurent pas moins guidés dans leurs actions par leur intérêt personnel. C'est se leurrer que de croire que, parce qu'il est bureaucrate ou politicien, un individu perd de vue ses intérêts pour concentrer toutes ses énergies à la poursuite du bien-être collectif.

La reconnaissance explicite de cette réalité, combinée à l'étude du système d'incitations implicites dans les processus politiques et bureaucratiques, permet à la théorie des choix publics de déboucher sur des conclusions jetant un éclairage nouveau sur toute la question de l'intervention gouvernementale. Compte tenu des motivations des bureaucrates et hommes politiques et des incitations auxquelles ils sont soumis, la supériorité présumée de l'intervention gouvernementale sur le marché disparaît, du point de vue de l'efficacité de l'allocation des ressources. Les processus politiques et bureaucratiques entraîneraient en particulier une expansion excessive du

secteur public, une restriction injustifiée de certaines productions et donneraient systématiquement lieu à des transferts de l'ensemble des contribuables en faveur des minorités susceptibles de tirer des avantages substantiels de certaines interventions gouvernementales. Même si le marché n'aboutit pas à la situation optimale, on ne peut pas escompter à priori que l'allocation publique y parviendra. Le choix doit se faire entre deux modes imparfaits d'allocation des ressources.

Le principal mérite du livre de M. Migué est d'exposer sans relâche ce point de vue relativement nouveau, qui mérite la diffusion la plus large possible, d'autant plus que les idées reçues en cette matière sont fortement ancrées et risquent d'être difficiles à déraciner. Ce livre risque de provoquer une levée de boucliers, de soulever beaucoup de protestations, d'entraîner des réactions indignées. Mais cela n'en invalidera pas pour autant les idées essentielles. Le rôle que joue effectivement le gouvernement n'est pas forcément celui qu'il est supposé jouer selon le point de vue traditionnel.

Malheureusement, on peut douter que l'auteur ait choisi la meilleure façon de faire progresser et accepter les enseignements de la théorie des choix publics. Certaines affirmations péremptoires, certains jugements sommaires n'ont pas leur place, il nous semble, dans une discussion qui devrait être des plus objectives. Certains passages du livre relèvent davantage du pamphlet que de l'article scientifique, comme l'illustre l'extrait suivant :

« Le gouvernement intervient là où il n'y a pas place, il s'abstient (moins fréquemment) d'intervenir là où les conditions justifieraient son action et lorsqu'il intervient, il le fait mal. C'est là une façon différente de rappeler un résultat établi : la rentabilité sociale des initiatives gouvernementales est généralement négative, au mieux nulle ». (p. 95)

Il ne reste plus qu'à s'incliner ! Le lecteur pourra facilement trouver d'autres exemples de ce genre.

Le volume gagnerait beaucoup à présenter une argumentation plus pondérée, plus nuancée et plus générale. L'intervention gouvernementale n'y est évaluée qu'en fonction du seul critère d'efficacité de l'allocation des ressources qui, tout important soit-il, n'est pas le seul critère pertinent. De plus fréquentes mises en garde à cet effet auraient certes été utiles, même si elles risquaient d'affaiblir certaines conclusions. Par ailleurs, l'auteur semble tomber dans les excès qu'il reproche à la théorie traditionnelle. Que l'intervention publique puisse être inefficace, soit. Mais le marché peut aussi être inefficace selon les circonstances. Si l'inefficacité du marché n'est pas une condition suffisante à l'intervention gouvernementale, alors il faut aussi admettre que l'inefficacité de l'allocation publique n'est pas une condition suffisante pour préconiser le retour au marché.

Dans un autre ordre d'idées, ce livre apparaît comme un produit qui n'est pas tout à fait fini. Malgré les thèmes communs à presque tous les textes, il apparaît davantage comme une juxtaposition de textes aux liens mal établis que comme un tout unifié et cohérent. En particulier, on aurait

peut-être eu avantage à présenter plus tôt les troisième et quatrième parties portant sur l'économique de la politique et de la bureaucratie dont les résultats sont constamment utilisés dans les autres parties. Cela aurait permis d'éviter un nombre substantiel de répétitions qui font de la lecture de ce volume un exercice souvent lassant, d'autant plus que le style de l'auteur n'est pas toujours un modèle de clarté.

Yvan Stringer